

## Énergie : une politique européenne de gribouille (Zoom sur la question gazière)

La politique énergétique européenne a des allures de politique de gribouille. Chaque État membre mène, depuis de nombreuses années, des politiques extrêmement coûteuses de soutien aux énergies renouvelables (motivées par l'objectif de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>), qui renchérissent le coût de l'énergie pour les particuliers et les entreprises (surcoût des obligations d'achat, mais aussi surcoût des renforcements des réseaux et bientôt surcoût de soutien à un parc d'installations thermiques de pointe capable d'assurer la sécurité d'approvisionnement). Malgré les sommes considérables dépensées, ces politiques :

- n'ont pas pour autant permis l'émergence d'un véritable secteur industriel puissant des énergies renouvelables (cf. par ex. les difficultés du secteur photovoltaïque),
- voient leurs effets sur les émissions de CO<sub>2</sub> contrebalancés par la renaissance de la filière charbon pour la production d'électricité, la plus sale et la plus émettrice de CO<sub>2</sub> (Allemagne, UK notamment).



En effet, les décisions, à la rationalité discutable, prises en parallèle dans le domaine du nucléaire mais aussi du gaz, ont pour effet de priver l'Europe d'importantes capacités de production électrique dans les filières qui présentent le meilleur coût de la tonne de CO<sub>2</sub> évitée.

Concernant le gaz, alors qu'il s'agit d'une ressource abondante (environ 200 ans de réserves mondiales), propre et d'un coût abordable (la simple substitution du charbon existant par du gaz dans la production d'électricité permettrait à l'Europe d'atteindre à moindre coût ses objectifs de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, comme cela est montré par l'étude commandée par le European Gas Advocacy Forum), son développement est négligé voire entravé par les politiques européennes actuelles :



Thierry TROUVÉ  
(P80/CM83)

Président de  
MINES ParisTech Alumni

- La Commission Européenne affiche dans sa Roadmap 2050 des cibles probablement irréalistes en faveur d'une économie décarbonnée à plus de 80%, impliquant un effondrement de la consommation gazière à cet horizon, ce qui décourage les investissements dans ce secteur.
- De nombreux pays dont la France ont renoncé à la simple exploration des gaz non conventionnels, alors que leur exploitation éventuelle (s'il se révélait qu'il y en a) dans des conditions environnementales rigoureuses, pourrait représenter une source appréciable de richesse dans une Europe percluse de dettes.

- L'UE laisse le marché conduire à des prix du CO<sub>2</sub> très bas (moins de 10 €/t), ce qui favorise les filières fortement émettrices comme le charbon qui est actuellement en train de remplacer le gaz dans la production électrique européenne (le niveau bas des prix du charbon résulte notamment de sa moindre utilisation aux États-Unis pour la production électrique, le gaz y étant moins cher du fait de l'exploitation à grande échelle des gaz non conventionnels).
- L'UE a placé en tête de ses préoccupations gazières depuis bientôt 20 ans le thème de la concurrence sur un grand marché intérieur européen du gaz en réforme permanente, négligeant le fait que l'essentiel de la production gazière se fait en dehors de ce marché et du territoire de l'UE et délaissant en pratique la problématique de la sécurité d'approvisionnement. Ce faisant elle envoie aux grands producteurs mondiaux un signal permanent d'instabilité réglementaire et d'absence de volonté politique de nouer des alliances de long terme, prenant ainsi le risque d'un renchérissement à terme des approvisionnements européens.

Pourtant la situation des États-Unis montre le potentiel formidable que recèle le gaz : le développement des gaz non conventionnels y aboutit à la fois à une relocalisation d'activités industrielles attirées par des coûts très bas de l'énergie et à une baisse importante des émissions de CO<sub>2</sub> (le gaz remplaçant le charbon dans la production d'électricité). Cet exemple devrait inspirer les politiques européenne et nationale de l'énergie en cessant de considérer le gaz comme une simple variable d'ajustement. ●

<sup>1</sup> Cet article, rédigé sous la forme d'un "billet d'humeur", retranscrit le point de vue personnel de son auteur, qui aura plaisir à recevoir les réactions qu'il pourra susciter chez les lecteurs de la Revue des Ingénieurs.